

**Russie - Relations bilatérales - Lutte
contre le terrorisme - Syrie -
Ukraine - Conférence de presse
conjointe de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec son
homologue russe, M. Sergueï
Lavrov - Propos de M. Le Drian**
(Moscou, 20 juin 2017)

Mesdames, Messieurs, Cher Sergueï, en effet la rencontre d'aujourd'hui s'inscrit dans la suite de la rencontre de Versailles du 29 mai. Nous avons beaucoup de sujets à évoquer, nous avons eu beaucoup de sujets à évoquer et je m'excuse aussi du retard pour cette rencontre avec la presse.

Nos deux pays partagent une même responsabilité vis-à-vis de la paix et de la sécurité internationales en raison de notre rôle de membre permanent du conseil de sécurité. Nous faisons face à la même menace, celle du terrorisme, contre laquelle nous sommes tout à fait déterminés à lutter et à échanger nos procédures de combat.

Nous devons aussi aux générations futures de relever le même défi, celui du réchauffement climatique. Nous partageons enfin ce même continent européen, que nous voulons être un espace de coopération, pas simplement de coexistence et encore moins de rivalité. Alors comment mieux agir ensemble ? Faire progresser conjointement nos intérêts de sécurité et assurer à nos pays le plus haut niveau possible de prospérité économique, c'était le sujet de nos discussions.

Il faut d'abord se comprendre et je suis venu dire pour ma part que nous ne cherchons ni l'isolement de la Russie du reste de l'Europe ni son affaiblissement économique. Nous cherchons à travailler ensemble de manière pragmatique, de manière concrète, à la résolution de problèmes qui nous affectent autant qu'ils affectent la Russie.

Quels sont-ils ?

D'abord la Syrie. Nous y avons un ennemi commun sous la forme du groupe terroriste bien identifié qui souhaite utiliser le territoire syrien pour organiser contre nous des attaques et attirer, entraîner, endoctriner des combattants étrangers. Nous y avons également un intérêt, c'est le retour à la stabilité qui passe par la définition d'une solution politique crédible assurant une transition démocratique négociée. Ni la Russie, ni la France, n'ont intérêt aux tensions qui se développent sur place et la fin de la guerre civile syrienne est un impératif après six ans de guerre et de massacre par le régime de M. Assad. La stabilité est pour nous une question de sécurité nationale.

Sur fond de ce chaos syrien, la prolifération des armes chimiques est particulièrement préoccupante. Le non-respect de ses engagements par le régime, pourtant pris sous l'égide des deux grandes puissances - les États-Unis et la Russie - sonne comme un nouveau défi au reste du monde. Dans ce contexte, le statu quo n'est plus acceptable. Trop de risques et trop de souffrances émanent de Syrie et je souhaite que nous puissions travailler ensemble selon nos intérêts à un processus qui assure une réelle cessation des hostilités et une indispensable solution politique pour rassembler les Syriens. Et je souhaite aussi que la Russie - mais nous en avons parlé longuement - puisse concourir à un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire partout où elle est nécessaire. Sur ces différents points, que ce soit le chimique ou l'humanitaire, des consultations entre nos deux pays vont continuer dans les prochains jours, à la fois dans un esprit de respect de chacun et aussi dans le pragmatisme.

Enfin, il y a la crise de l'Ukraine. J'ai rappelé à mon ami Lavrov l'importance que nous accordions au règlement de cette crise. Nous ne souhaitons pas que l'espace européen connaisse un abcès d'instabilité. Dans le cadre du format Normandie, la France reste pleinement engagée aux côtés de l'Allemagne pour fournir les efforts de médiation qui permettent aux parties de progresser dans la mise en oeuvre des accords de Minsk. Il y a urgence, parce que plus cette crise dure et plus les liens entre les deux parties de la ligne de contact s'amenuisent et plus la perspective d'un règlement s'éloigne et, avec elle, la perspective d'une normalisation des relations entre l'Union européenne et la Russie.

Nous avons évidemment échangé sur les relations bilatérales entre nos deux pays. Sergueï Lavrov l'a rappelé tout à l'heure, les entreprises françaises sont restées en Russie et la France demeure en 2016 le premier pourvoyeur d'investissements directs étrangers et le premier employeur étranger de Russie. Nos liens culturels, humains, touristiques sont denses. J'ai pu également échanger avec Sergueï Lavrov les premières réflexions au sujet du dialogue des sociétés civiles dit «dialogue de Trianon», qui a été annoncé à Versailles entre nos deux pays. Pour la France, le rôle de la société civile et l'attachement aux droits de l'Homme sont cruciaux et nous sommes très demandeurs de la mise en oeuvre de cet engagement, dit «engagement de Trianon».

Je voudrais remercier Sergueï Lavrov des échanges que nous avons eus, la très grande qualité de notre relation, la longueur de nos échanges, mais cela montre que nous avons désormais une base pour entrer dans le concret et avancer dans le règlement des crises qui nous affectent l'un et l'autre. J'espère poursuivre notre dialogue dans cet esprit, dans l'esprit qui a dominé nos discussions de toute l'après-midi et j'espère pouvoir le poursuivre très rapidement à Paris où j'ai invité mon ami Lavrov.

Q - Pensez-vous que les actions des États-Unis dans le cadre de la coalition en Syrie détruisent les efforts de la lutte contre le terrorisme ? Notamment, l'Australie a annoncé aujourd'hui que ses avions cessaient de survoler ce territoire. Est-ce que la France va également considérer ces questions ?

R - Je vais être très bref dans ma réponse. D'abord sur l'engagement de la France dans la coalition, il a été très clair, nous nous sommes engagés dans la coalition pour combattre et éliminer Daech. Ce n'est pas encore le cas. Notre engagement au sein de la coalition ira jusqu'à

son terme. Ce n'est pas encore le cas mais Daech a perdu beaucoup de terrain. La bataille de Mossoul est en cours, celle de Raqqa aussi. Je le rappelle - mais je l'ai déjà dit au ministre Lavrov - que l'attachement, l'intérêt, l'importance que la France accorde à la prise de Raqqa, parce que c'est de Raqqa que sont venus les attentats qui ont meurtri notre pays. Nous sommes dans la coalition, nous y restons jusqu'à l'éradication de Daech. Cela signifie aussi qu'il faut parallèlement réfléchir, agir, pour une solution politique en Syrie qui garantisse l'intégrité de la Syrie, le refus de sa dislocation et qui permette un processus de transition négociée. Je l'ai dit dans mon propos introductif et nous en avons beaucoup parlé avec Sergueï Lavrov.

Sur l'incident du Sukhoï, dont vous avez parlé, cela montre la nécessité de la déconfliction. Ce principe est important, il faut le garder même s'il y a des tensions ou parfois des accidents qui sont regrettables. Par ailleurs, je me réjouis, à la fois qu'il y ait un processus de désescalade qui s'engage dans les trois sites identifiés dans le processus d'Astana, plus l'espace Sud de la Syrie. Par ailleurs, je me réjouis aussi que le mouvement offensif contre Raqqa soit en cours.

Q - Monsieur le Ministre, est-ce que la France peut jouer un rôle justement dans ce conflit en Syrie, notamment au moment où il semble y avoir une escalade des tensions entre la coalition et la Russie ?

R - Nous avons des points communs sur l'appréciation de la situation en Syrie. D'abord, nous sommes déterminés l'un et l'autre à défaire Daech et à combattre Al-Qaïda. Nous sommes déterminés l'un et l'autre à faire en sorte que l'intégrité territoriale et l'unité de la Syrie soient maintenues. Nous sommes déterminés l'un et l'autre à faire en sorte qu'il y ait un État en Syrie qui remplisse ses fonctions.

Nous sommes opposés à l'usage et à la fabrication des armes chimiques. Nous souhaitons un accès aussi large que possible de l'aide humanitaire. Et nous cherchons à agir pour une solution politique sur la base de la résolution 2254. Il manquait, peut-être, l'esprit de confiance, pour se comprendre mieux comme j'indiquais tout à l'heure.

Cette réunion d'aujourd'hui a permis de continuer cet esprit de confiance qui s'est manifesté à Versailles. La confiance, cela veut dire aussi la franchise. Mais cela veut dire aussi le respect. Et, c'est dans cet esprit que nous allons continuer à travailler pour que la situation en Syrie puisse aboutir à d'abord un cessez-le-feu, et ensuite les conditions politiques permettant la transition indispensable.

Q - Vous nous avez parlé du dialogue franco-russe des sociétés civiles, vous nous avez annoncé que cela allait s'appeler le «dialogue de Trianon». Qu'est-ce que cela recouvre exactement, est-ce lié aux droits de l'Homme, au droit de la liberté d'expression, de manifestation, aux droits des LGBT par exemple aussi ?

R - Le principe en a été acté par les deux présidents, de créer une instance permettant à ce que les relations entre nos deux pays ne soient pas uniquement des relations politiques, des relations économiques, mais que la société civile, dans sa diversité, puisse échanger de manière régulière, forte et permanente. Le principe en a été acté, maintenant nous sommes en train d'élaborer la mise en oeuvre de cet outil que nous voulons mettre en place dans les délais

les plus brefs. La question des droits de l'Homme y sera naturellement invitée dans l'ensemble des questions que peut apporter la société civile.

Q - Aujourd'hui, dans la salle sont réunis beaucoup de journalistes étrangers. Pourquoi ont-ils le droit en Russie de visiter de tels événements alors qu'en France, nous sommes accusés de ce que nous n'avons pas fait - de fausses informations - tout cela peut être vérifié sur notre site. Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir d'accréditation pour travailler normalement, n'est-ce pas une censure ?

R - Le président de la République a dit sur ce sujet ce qu'il avait à dire et vous n'imaginez pas que je vais être en contradiction avec le président de la République aujourd'hui à Moscou./.